



ARRETE N° 25.344

Portant autorisation d'occupation du domaine public et de réglementation temporaire de circulation : Rue du temple

Le Maire de la commune de Marsilly,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 complétée et modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,
Vu le code de la route et notamment son article R411-8,
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
Considérant la demande présentée par la Sarl Fougeroux, pour la pose d'un échafaudage afin de reconstruire le mur du cimetière, rue du temple à 17137 Marsilly, et qu'il y a lieu à cette occasion de prendre des mesures particulières pour assurer la continuité du trafic et la sécurité des usagers :

ARRETE

ARTICLE 1 : Du lundi 15 décembre 2025 à 8h au vendredi 19 décembre 2025 à 18h
Du lundi 05 janvier 2026 à 8h au vendredi 16 janvier 2026 à 18h: rue du temple

- La mise en place d'un échafaudage mobile est autorisée sur la voie de circulation de 8h à 18h. Ce dernier sera balisé et éclairé.
- La nuit, il sera remisé dans le cimetière.
- La voie ne pourra pas être fermée à la circulation sauf pour les camions.
- Les jours de ramassage des ordures ménagères, l'entreprise n'installera pas l'échafaudage.
- Le temps des travaux, une bétonnière sur une bâche sera présente dans le cimetière (à droite en entrant). Son nettoyage s'effectuera sur une partie herbeuse du parking de la cantine. A la fin des travaux, le lieu sera nettoyé.
- Un camion benne sera stationné sur le parking de la cantine afin d'acheminer les matériaux.

ARTICLE 2 : La signalisation correspondante, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3 : Les infractions à disposition du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règles en vigueur.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- Au pétitionnaire, Service déchets de la CDA, SDIS 17.
- A Monsieur le Commandant de Brigade Territoriale de Gendarmerie de Nieul sur Mer.
- A la Police Municipale.

Marsilly, le 11 décembre 2025
Le Maire,

Hervé PINEAU

